

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2023-11-21-00002

Arrêté préfectoral mettant en demeure le
SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR
L ASSAINISSEMENT DE L AGGLOMERATION
PARISIENNE (SIAAP) Grésillons pour les
installations de TRIEL-SUR-SEINE (78510)



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement , de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**mettant en demeure le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE
L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) Grésillons
pour les installations de TRIEL-SUR-SEINE (78510) 1 chemin de la Californie**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'honneur
Commandant de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8 , L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROTON en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°DRIEAT-IDF-2023-0957 du 8 novembre 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 (ICPE) autorisant le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP), dont le siège est situé 2 rue Jules César à Paris à exploiter (extension) une station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine (78510), 1 chemin de la Californie ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2010 (IOTA) autorisant le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP), dont le siège est situé 2 rue Jules César à Paris à exploiter (extension) une station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine (78510), 1 chemin de la Californie ;

VU le complément d'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2012 mettant à jour le classement des activités exercées par le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) dans la station d'épuration susvisée ;

VU le courrier du 28 juin 2016 prenant acte de la modification du classement des installations, suite à la modification de la nomenclature des installations classées, pour la station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine, 1 chemin de la Californie exploitée par le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) ;

VU le complément d'arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2016 imposant au SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) des prescriptions complémentaires suite à la suppression d'un gazomètre sur le site de la station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 13 juillet 2021 imposant au SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) des prescriptions pour l'unité pilote Cométhà à Triel sur Seine (78510) 1 chemin de la Californie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 août 2021 imposant au SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) des prescriptions complémentaires relatives à son installation de combustion selon la directive IED du 23 octobre 2019 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 septembre 2023 faisant suite à l'inspection du 30 mai 2023 du site exploité par le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) sur la commune de Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie ;

VU le courrier en date du 3 octobre 2023 notifié à l'exploitant le 5 octobre, lui transmettant le projet d'arrêté pour observations éventuelles ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 13 octobre 2023 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 novembre 2023 analysant les réponses et justifications apportées par l'exploitant le 13 octobre 2023 et proposant les modalités d'ajustement des suites proposées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 30 mai 2023, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- l'absence de certains éléments nécessaires dans les consignes de sécurité ;
- l'absence de suivi en prévention du vieillissement des deux cuves de javel présentes sur le site ;
- le fonctionnement de pompes malgré la présence de cristallisation sur celles-ci et un signalement dans le logiciel de maintenance d'un risque de fuite ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions du point 4.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 susvisé, de l'article 4 de l'arrêté

ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et des articles 2.1.1 et 7.7.7 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il convient en conséquence de faire application de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement et de mettre en demeure le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) pour les installations qu'il exploite à Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie de respecter les prescriptions du point 4.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 susvisé, de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et des articles 2.1.1 et 7.7.7 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1: Le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) les Grésillons est mis en demeure, pour les installations qu'il exploite à Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie, de respecter **dans un délai d'un mois** les dispositions du point 4.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 et de l'article 7.7.7 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010, en s'assurant que les consignes de sécurité affichées contiennent tous les éléments nécessaires.

Article 2: Le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) les Grésillons est mis en demeure, pour les installations qu'il exploite à Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie, de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en réalisant l'état initial des réservoirs de javel **dans un délai de trois mois** et en élaborant et mettant en œuvre le programme et le plan d'inspection **dans un délai de six mois**.

Article 3: Le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) les Grésillons est mis en demeure, pour les installations qu'il exploite à Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie, de respecter les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 **dans un délai de quinze jours** en prenant toutes les dispositions nécessaires dans l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement et pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la santé et la protection de la nature et de l'environnement, notamment en prenant les dispositions nécessaires pour éviter à nouveau le fonctionnement d'une pompe avec signalement d'un risque de fuite de produit dangereux.

Article 4 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3 dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter

de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Le présent arrêté sera notifié au SIAAP.

Article 6 : Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye,
- au maire de Triel-sur-Seine,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 21 novembre 2023

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale,



Delphine DUBOIS